

DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

Aïn-Sefra attend le statut de wilaya

Trente ans après le découpage administratif de 1984, les choses demeurent au même stade des revendications, alors que les Séfraouis ne sont pas prêts d'oublier le fameux ordre chronologique, 44 Aïn-Défila – 45 (Naâma) – 46 Aïn-Témouchent, qui demeure toujours une preuve concrète d'un «Chin» de Chlef au milieu des «Alif», s'explique par le tremblement de terre d'El-Asnam en 1980, l'on se demande comment a-t-on glissé le «Noun» de Naâma au milieu des «Aïn», si ce n'était Aïn-Séfra qui devrait être chef-lieu de wilaya en 1984.

Les dirigeants d'alors (gouvernement Brahimi), ont-ils simplement oublié l'ordre alphabétique à la dernière minute et dans la précipitation, ou avaient-ils conclu qu'entre Aïn et Aïn (œil et œil) il y a un N (nez). On se souvient que les citoyens d'Aïn-Séfra ont donné un avant-goût du 5 octobre 1988 à l'ex-Premier ministre A. Brahimi, lors de son passage dans cette ville le 6 mai 1984, une manifestation qui ne l'a pas empêchée de passer la nuit dans une caserne en compagnie de son staff gouvernemental. A partir de cette date est née l'association du 6 mai 1984, qui revendique toujours le



Photo : DR

statut de wilaya pour la doyenne des sous-préfectures.

Des jeunes du mouvement associatif, des citoyens dont des moudjahidine, qui gardent espoir trente ans après, disent avoir cautionné le 4<sup>e</sup> mandat pour que le Président réhabilite la capitale des monts des ksour, cette ville des martyrs qui a tant donné et ce, depuis les premiers pas du colonialisme jusqu'à l'indépendance, une région et ses ksour qui ont constitué une entité historique, géographique, sociale et culturelle, passant par l'insurrection de cheikh Bouamama à Mohamed O'Ali, aux glorieux révolution-

naires de la révolution. «...Nous sommes dans une Algérie qui prospère dans un nouveau souffle, celui d'une Algérie démocratique et de justice, fidèle aux idéaux de Novembre. C'est dire que nous avons tout lieu de croire que la politique menée par l'actuel staff gouvernemental aboutira à un découpage administratif comme il a été annoncé lors de la campagne électorale présidentielle du 17 avril ; une politique qui, sans doute, optera pour le redressement des institutions étatiques, à un équilibre régional, à l'installation d'une autorité souveraine basée sur les lois objectives et

sérieuses d'hommes honnêtes qui aiment l'Algérie et son peuple et pour qui les intérêts supérieurs de la Nation priment», ont-ils déclaré. «El-Wilaya», c'est l'actualité quotidienne chez cette population qui réclame et revendique depuis 30 ans ce droit spolié, et partant, leur grand souhait c'est de voir leur ville accéder au rang de wilaya. Enfin, tous les gens de bonne volonté se demandent pourquoi Aïn-Séfra, la capitale des monts des ksour, la capitale du territoire du Sud-Oranais, le territoire militaire, n'a pas été au diapason des évolutions du développement !

B. Henine

CNAS DE NAÂMA

Mise en service de la télédéclaration

A l'instar des autres caisses de sécurité sociale du pays, l'agence CNAS de la wilaya de Naâma a, depuis l'instauration par la tutelle d'un site web conçu pour les déclarations des cotisations à distance, mis tous les moyens nécessaires (humains et matériels), pour faciliter la tâche aux employeurs dans la télédéclaration des cotisations à distance à travers la mise en place d'un site web : [www.cnrss.dz](http://www.cnrss.dz) ; un site complètement sécurisé, informe la CNAS, ouvert H/24, 7j/7.

De ce fait, un mot de passe est attribué à chaque employeur lui permettant l'accès à son compte directement à travers le site web cité plus haut.

Pour M. Benmiloud, directeur d'agence CNAS de Naâma : «En ce qui nous concerne, nous avons fait déplacer nos employés chez les employeurs,

pour une campagne de sensibilisation et d'information avec clé en main 'le mot de passe' à domicile».

Cette nouvelle procédure, qui rentre dans le cadre de la stratégie de modernisation et de l'amélioration des prestations de service, a été bien accueillie chez les employeurs ; elle simplifierait sans doute les démarches dans la rapidité de traitement des paiements, voire même le gain de temps, à condition que l'employeur dis-

pose d'un micro-ordinateur et de l'internet ; pour le reste des étapes sur son utilisation, les agents CNAS auront à faire du 'porte à porte' des entreprises.

Notons enfin que des avis, des recommandations et des affiches sont placardés à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, ainsi que la mise à disposition des dépliants à travers les centres payeurs CNAS et les entreprises.

B. Henine

RELIZANE  
Le problème  
du transport  
scolaire se  
pose toujours

Récurrentes, les contestations à cause de l'insuffisance du transport scolaire dans de nombreuses communes sur les trente-huit communes que compte la wilaya de Relizane, reviennent chaque année.

Il en est ainsi de celle de la semaine dernière à Tliouanet, dans la commune de Aïn Rahma où lycéens et collégiens ont bloqué la RN7 pendant plus de 2 heures.

Cette réalité est due à la configuration géographique de la région dominée par une multitude de mechtas éparses, parfois enclavées obligeant plus d'un enfant scolarisé à parcourir une longue distance pour rejoindre l'école.

A cela s'ajoute le fait que la région a toujours accusé un retard en matière d'infrastructures scolaires. Des maigres moyens ont été mis par les APC pour le transport de la population scolaire et les budgets destinés aux conventions avec les transporteurs privés.

Chose qui se traduit souvent chez certains parents par cette amertume qui contraint plus d'un, parmi leur progéniture, à quitter l'école surtout pour les filles. En ce sens, les nouvelles infrastructures en cours de réalisation comme les CEM au nombre de 8 et les lycées là où ils n'existaient pas, tels Tliouanet, Ouled Ghilasse mettront fin, à coup sûr, à ces désagréments qui n'ont que trop duré.

A. Rahmane